



APPEL AUX PARTIS POLITIQUES PRO-EUROPEËNS CONTRE LE NATIONALISME, S'UNIR EN FAVEUR DE L'EUROPE

L'unité de l'Europe est en péril. Dans un trop grand nombre de pays, les forces nationalistes et populistes s'étendent. Saisissant l'occasion des prochaines élections européennes, elles vont tenter d'obtenir un mandat des citoyens européens pour affaiblir les institutions européennes, renationaliser les politiques européennes et s'en prendre à la solidarité comme à toutes les règles européennes. Leur croissance est une menace pour la survie de l'Union européenne et pour tout projet visant à rendre plus étroite l'unité européenne, seule garantie de paix et de prospérité pour tous les Européens.

Ceux des partis politiques qui croient vraiment en l'Europe doivent se dresser et s'opposer avec vigueur aux projets des nationalistes. Mais on ne peut se contenter de défendre l'Europe d'aujourd'hui. Si l'on veut que les cœurs et la raison se tournent à nouveau vers le projet européen, les partis politiques pro-européens doivent se rassembler autour d'un plan pour une Europe plus unie, plus démocratique, plus sociale et plus active dans le monde.

Les partis pro-européens doivent s'accorder sur un ensemble de principes garantissant l'avenir de l'Union européenne contre les projets fomentés pour l'Europe par les nationalistes, et inclure ces principes dans leurs programmes politiques. Ils doivent se rassembler et faire campagne autour de ces principes avant même les élections européennes, puis travailler ensemble au sein du prochain Parlement européen en faveur :

- d'une Union économique et monétaire européenne renforcée, disposant de pouvoirs budgétaires et économiques adéquats, y compris un budget et des ressources propre, le tout étant placé sous le contrôle démocratique du Parlement européen ;
- de politiques sociales européennes contrebalançant la responsabilité légitime des États membres par une plus grande solidarité européenne, ce qui, pour les citoyens européens, renforcerait leur sentiment d'appartenance à une même communauté ;
- d'une politique étrangère, de sécurité et de défense européenne unique afin de promouvoir les intérêts européens dans un cadre international aujourd'hui si imprévisible ;
- de politiques européennes à même de gérer les flux migratoires, y compris la gestion des frontières extérieures européennes par des forces européennes, permettant ainsi de relever ensemble le défi de l'accueil et de l'intégration des migrants dans l'Union européenne ;
- de défendre les accords de Schengen et de s'opposer à toute limitation de la liberté de mouvement des personnes dans l'Union européenne ;
- de financer des politiques européennes grâce à un budget européen accru reposant sur de véritables ressources européennes provenant d'impôts européens sur les transactions financières, les transactions numériques, les émissions de dioxyde de carbone ou les déchets de plastique ;
- d'un marché unique plus solide, en parachevant l'union des marchés de capitaux, l'union du numérique, l'union énergétique, et le marché unique des services ;
- d'une réforme des traités de l'Union européenne et des institutions, qui ferait de la Commission, constituée de moins de membres, le seul organe exécutif de l'Union ; donnerait au Conseil européen le seul rôle de leader stratégique, mettant ainsi fin à tout rôle exécutif et législatif ; abolirait le droit de veto pour tout sujet, tant pour le Conseil que pour le Conseil européen ; et donnerait au Parlement européen le droit de codécision dans tous les domaines de compétence de l'UE ;
- et si cela s'avérait impossible en l'absence d'accord de tous les États membres, de préparer le projet d'un nouveau traité pour les États membres volontaires pour continuer à avancer.

[#United4Europe](#)

[#IChooseEurope](#)

[#ToFedEU](#)

UEF | Square de Meeus 25, 1000 Brussel | secretariat@federalists.eu | +32 2 508 30 30

JEF | Square de Meeus 25, 1000 Brussel | info@jef.eu | +32 2 512 00 53